

POLITIQUE

Est de la RDC : la diplomatie de l'ombre des renseignements français

Jeune Afrique, 19 septembre 2022



Des combattants du M23 lors de la prise de Goma, en 2012. © Pierre Boisselet/JA

Selon les informations de *Jeune Afrique*, la Direction générale de la sécurité extérieure mène une médiation dans la crise entre la RDC, le Rwanda et l'Ouganda.

Arrivé à New York ce 19 septembre, **Félix Tshisekedi** entend profiter de son passage à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies pour s'exprimer une nouvelle fois sur la crise actuelle avec le Rwanda. Le président congolais accuse depuis plusieurs mois son homologue **Paul Kagame** de soutenir les rebelles du M23 qui multiplie les affrontements avec l'armée de son pays et contrôlent, depuis juin dernier, la ville stratégique de Bunagana.

Alors qu'ils s'étaient considérablement rapprochés depuis le début du mandat de Tshisekedi, les deux présidents n'ont officiellement plus de contacts directs. De discrets canaux de discussion ont néanmoins été maintenus ces dernières semaines, notamment au niveau des services de renseignement des deux pays. Et avec l'implication de certains partenaires, dont la France, qui entretient de bonnes relations avec le Rwanda.

Paris suit ce dossier de près. En juin dernier, la ministre française des Affaires étrangères, **Catherine Colonna**, avait reçu le chef de la diplomatie congolaise, **Christophe Lutundula**, avant d'échanger avec leur homologue rwandais, **Vincent Biruta**.

Réunion à Paris

Selon nos informations, des responsables des services de renseignement congolais, rwandais et ougandais se sont rendus ces derniers jours à Paris dans le cadre d'une médiation menée par la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Kinshasa était notamment représenté par le patron de l'Agence nationale de renseignement (ANR), **Jean-Hervé Mbelu Biosha**. Fragilisé par la gestion de « l'affaire **François Beya** », du nom de l'ex-conseiller sécurité de Félix Tshisekedi, il s'était déjà rendu une première fois à Paris en avril dernier dans le but d'y rencontrer son homologue français, **Bernard Émié** – une initiative qui n'avait, à l'époque, pas abouti.

Côté rwandais, le dossier est notamment suivi par le patron du National intelligence and security services (NISS), le général **Joseph Nzabamwita**. Selon nos sources parmi les pays impliqués dans cette médiation, plusieurs réunions ont eu lieu ces derniers jours, dont l'une le 16 septembre. Les sécuocrates congolais souhaitent profiter de l'occasion pour mettre sur la table leurs preuves du soutien supposé du Rwanda au M23.

Déploiement kenyan

De son côté, Kigali accuse depuis plusieurs mois l'armée congolaise de collaborer avec le groupe armé des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). Et l'Ouganda fait l'objet de nombreux soupçons à Kinshasa, où plusieurs conseillers de Félix Tshisekedi estiment que Kampala soutient Kigali dans cette crise. Des accusations renforcées par la chute, en juin dernier, de la ville de Bunagana, frontalière de l'Ouganda, désormais aux mains des M23.

Cette discrète médiation intervient alors que le déploiement d'une force régionale conjointe de la Communauté des États d'Afrique de l'Est (EAC) se fait attendre. Des contingents burundais ont pris position au Sud-Kivu mi-août et, selon une source impliquée dans le projet, des premiers éléments de l'armée kényane doivent être prochainement déployés à Goma, où sera installé le quartier général de la force. Deux autres médiations sont également en cours, l'une menée par le Kenya, l'autre par l'Angola. La tenue d'élections présidentielles dans ces deux pays, en août dernier, a néanmoins ralenti ces processus.